

# Fukushima : Le gouvernement japonais veut que les habitants reviennent vivre dans les zones contaminées

21 novembre 2013 / [Olivier Mary \(Reporterre\)](#)



A Fukushima, le démantèlement du réacteur 4 a débuté cette semaine. Le gouvernement assure que le retour dans les terres sinistrées est possible, alors que la radioactivité y reste élevée. Au

détriment des populations, qui passent au second plan derrière l'objectif des Jeux Olympiques de 2020 à Tokyo.

---

---

Deux ans et demi après la catastrophe nucléaire de Fukushima. [Tokyo Electric Power Company \(Tepco\)](#), l'opérateur de la centrale accidentée, a [commencé lundi 18 novembre](#) le retrait du combustible de la piscine 4, première étape vers un démantèlement de l'installation qui promet d'être long et fastidieux. La compagnie doit extraire 1 533 assemblages de combustible immergés au fond de la piscine de désactivation du réacteur numéro 4, après avoir repoussé l'opération à plusieurs reprises.



- *La centrale de Fukushima* -

Cette très délicate et dangereuse intervention, est la plus importante depuis décembre 2011, lorsque la situation des réacteurs à été décrétée stable. Les produits de fission provenant des 400 tonnes à extraire représenteraient 14 000 fois ceux de la bombe d'Hiroshima, selon [Hiroaki Koide, professeur assistant à l'Institut de recherche nucléaire de l'université de Kyoto](#).

. Quant aux trois autres réacteurs, ils sont si radioactifs qu'aucune opération de nettoyage n'y a

encore débuté.

Les techniciens se contentent d'y déverser, chaque jour depuis le désastre, 350 m<sup>3</sup> d'eau pour y maintenir une température inférieure à 50°C. Une eau contaminée qui s'infiltré dans les sous-sols à travers les fissures de l'installation : une partie est traitée et réutilisée pour les opérations de refroidissement, la majorité est pompée et stockée. Il faut d'ailleurs construire un nouveau réservoir toutes les soixante heures. Le reste finit dans l'océan Pacifique...

### **Un état des lieux sanitaire inquiétant**

La situation est très loin d'être sous contrôle. Pourtant en mai 2013, les autorités japonaises ont décidé de rouvrir les zones interdites, malgré **un rapport** accablant rédigé par Anand Grover, rapporteur spécial du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies. Il dénonçait notamment que dans plusieurs zones, le seuil auquel l'habitat est jugé intolérable ait été fixé par les autorités à vingt millisieverts, un taux quatre fois supérieur à celui fixé à Tchernobyl. Avec des pointes dépassant cinquante millisieverts, soit vingt fois plus élevé que les préconisations internationales.

Le gouvernement nippon, dans un **contre-rapport** rendu public le 27 mai, a désapprouvé les conclusions du rapport Grover, jugé scientifiquement insignifiant. Les autorités préfèrent se référer aux conclusions bien plus optimistes des experts de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), de **l'UNSCEAR** (Comité scientifique de l'ONU sur les conséquences des émissions radioactives), ou de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique).

L'UNSCEAR « prévoit » qu'il n'y aura **aucune augmentation du risque de cancer** du fait du désastre de Fukushima. Mais cette organisation compte parmi ses délégués des membres clairement pro-nucléaires. Certains d'entre eux appartiennent à l'American Nuclear Society (ANS), dont **la section française** (SFANS), compte 250 experts, issus du CEA (Commissariat à l'énergie atomique), mais aussi d'EDF ou du groupe Areva, qui a vendu son combustible Mox à Tepco pour la centrale de Fukushima un mois avant l'accident.

Pourtant, 26 jeunes de moins de 18 ans **ont développé un cancer de la thyroïde** et 32 autres en seraient très probablement atteints dans le secteur. Le taux normal est de 1 pour un million. Comment envisager alors un retour des habitants dans ces zones très contaminées ? En utilisant la désespérance des populations locales, toujours logées dans des habitations provisoires.

C'est cette situation que dénonce Cécile Asanuma-Brice, chercheur au CNRS qui travaille sur le sujet dans le cadre du **Laboratoire International Associé de Protection Humaine** et réside habituellement au Japon : « *Les autorités utilisent l'augmentation de l'alcoolisme et du nombre de suicides dans les logements temporaires pour justifier l'importance du retour au pays natal.* » , a-t-elle dit à *Reporterre* lors de son passage à Paris les jours derniers.



- Cécile Asanuma-Brice -

Pire, l'administration empêche les sinistrés de quitter le département de Fukushima. « *S'ils souhaitent déménager dans une autre partie du pays, ils perdent leur maigre allocation de 780 euros, alors ils préfèrent rester. D'autant plus que partir peut être considéré comme une trahison. Pourtant, trois quart de ces habitats provisoires sont situés en zone contaminée* », ajoute la chercheuse.

### **Un gouvernement versatile**

Mais la position de l'exécutif pourrait s'infléchir. La semaine dernière, Toshimitsu Motegi, le ministre de l'Industrie, l'a laissé entendre devant une commission au Sénat : « *Nous avons l'intention d'étudier toutes les options et les programmes d'aides nécessaires pour les zones où le retour s'annonce difficile* », a expliqué le responsable.















Quelques jours plus tôt, le secrétaire général du Parti libéral-démocrate au pouvoir, Shigeru Ishiba, affirmait que « *Le temps va venir où quelqu'un va enfin devoir dire 'Vous ne pourrez plus jamais vivre ici mais nous allons vous dédommager pour ça'* ». Est-ce un effet d'annonce ou une réelle inflexion rhétorique ?

Si des habitants ne peuvent plus rentrer chez eux, c'est qu'il y a un véritable problème sanitaire dans le secteur, ce que le pouvoir japonais a toujours minimisé. Il y a tout juste deux mois, le premier ministre Shinzo Abe souhaitait rassurer après l'attribution des Jeux Olympiques de 2020 à Tokyo : « *il n'y a aucun problème de santé que nous n'ayons détecté et il n'y en aura pas. [...] Aujourd'hui sous le ciel bleu de Fukushima, des enfants jouent au ballon et regardent vers l'avenir, pas vers le passé.* »

Un déni cynique envers des victimes qui survivent dans l'indifférence générale à 250 km de la capitale. Ce changement de position de l'exécutif est peut être l'occasion de balayer définitivement les critiques et de se tourner vers un évènement qui doit redorer l'image du pays. Une olympiade dont le budget, estimé pour l'instant à 7 milliards d'euros, ne devrait pas profiter aux oubliés de Fukushima.





**Source** : Olivier Mary pour *Reporterre*

### **Photo**

. Bourgade de Tomioka, dans le département de Fukushima : DR.

. Cécile Asanuma-Brice : Olivier Mary.

. réacteur : [Scoop.it](#).

**Lire aussi** : *Fukushima : sous la centrale se forme un marécage radioactif*

---

Pour une information libre sur l'écologie, soutenez *Reporterre* :



- Emplacement : [Accueil](#) > [Enquête](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Fukushima-Le-gouvernement-japonais>